

Daily News 09 / 01 / 2019

Le président Juncker et le Collège des commissaires assistent au lancement officiel de la présidence roumaine du Conseil de l'UE (10-11 janvier 2018)

Le président **Juncker** et le Collège des commissaires seront à Bucarest les 10 et 11 janvier pour le lancement de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne. Le jeudi 10 janvier, le président **Juncker** prononcera un discours à cette occasion. La Première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, et le président du Conseil européen, Donald Tusk, feront de même. Vous pouvez suivre toute la cérémonie d'ouverture [en direct sur EbS+](#). Le vendredi 11 janvier, le président **Juncker** tiendra une réunion bilatérale avec le président Klaus Iohannis, à l'issue de laquelle ils s'adresseront conjointement à la presse à 10h30, heure locale. Le président **Juncker** rencontrera ensuite la Première ministre Viorica Dăncilă, avec qui il tiendra également une conférence de presse conjointe, à 12h30, heure locale. Les deux conférences de presse peuvent être suivies [en direct sur EbS+](#). En outre, le président **Juncker** rencontrera le président du Sénat roumain, Călin Popescu Tăriceanu, et le président de la Chambre des députés, Liviu Dragnea, avant un déjeuner de travail, auquel il a été convié, avec le Collège des commissaires, par le président de la Roumanie et le gouvernement roumain, afin d'examiner les principales priorités de la présidence roumaine. (Pour plus d'informations: Margaritis Schinas – Tél.: +32 229 60524; Mina Andreeva – Tél.: +32 229 91382)

The Juncker Plan supports women entrepreneurs in Romania

The Investment Plan for Europe – the Juncker Plan – is backing a €22.3 million European Investment Bank (EIB) loan to Garanti Bank Romania, to support some 260 Romanian small and medium businesses. A part of this loan will be dedicated to facilitating access to finance for businesses run by women, to support female entrepreneurship in the country. Commissioner for Regional policy Corina **Crețu** said: *“I am very glad that the Juncker Plan is lending a helping hand to women entrepreneurs in Romania, assisting them to express their talents and turn their ideas into concrete projects. Empowering women and giving them the financial means to succeed will directly benefit Romania’s economy. I welcome this new agreement and I hope to see many more like this in the future.”* A press release is available [here](#). As of December 2018, the European Fund for Strategic Investments (EFSI), at the heart of the Juncker Plan, had already mobilised €371.2 billion of additional investments, including over €2.7 billion in Romania, with 856,000 small and medium businesses set to benefit from improved access to finance More information on the latest results of the Juncker Plan is available in this [factsheet](#). (For more information: Annika Breidhardt – Tel.: +32 229 56153; Sophie Dupin de Saint-Cyr – Tel.: +32 229 56169)

Artificial intelligence: 79 partners from 21 countries to develop an AI-demand-platform with €20 million EU funding

The [AI4EU project](#) officially starts this month, with a kick-off meeting among the partners in Barcelona tomorrow: AI4EU brings together 79 top research institutes, SMEs and large enterprises in 21 countries to build a focal point for artificial intelligence (AI) resources, including data repositories, computing power, tools and algorithms. It will offer services and provide support to potential users of the technology, help them test and integrate AI solutions in their processes, products and services. AI4EU, an open and collaborative platform, will also provide upskilling and reskilling courses. The AI4EU project team will work closely with the [Digital Innovation Hubs for robotics](#) and the future network of AI excellence centres to further facilitate access to AI technology. Commission Vice-President for the Digital Single Market Andrus **Ansip** and Commissioner for Digital Economy and Society Mariya **Gabriel** said: *“Europe can only reap the full benefits of AI innovations if this technology is easily usable by all. The AI4EU project will help bring AI to small businesses, non-tech companies and public administrations across Europe.”* The project, led by the French company [Thales](#), receives a total funding of €20 million over the next 3 years. The platform will be set up in the course of 2019. On 25 April 2018, the Commission presented its [strategy on artificial intelligence](#), announcing the development of the AI-on-demand platform. Overall the Commission is increasing its investment in research and innovation in AI to €1.5 billion for the period 2018-2020 under the [Horizon 2020](#) programme. Total public and private investments in the EU should reach at least €20 billion by the end of 2020. Building on its strategy, the Commission presented in December a [coordinated plan](#) to foster cooperation with EU Member States, Norway, and Switzerland in four key areas: increasing investment, making more data available, fostering talent and ensuring trust. More information is available [online](#). (For more information: Nathalie Vandystadt – Tel.: +32 229 67083; Joseph Waldstein – Tel.: +32 229 56184; Marietta Grammenou- Tel.: +32 229 83583)

Eurostat: Le taux de chômage à 7,9% dans la zone euro, à 6,7% dans l'UE28 (novembre 2018)

Le taux de chômage dans l'Union européenne a baissé de façon graduelle au cours des cinq dernières années. Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 7,9% en novembre 2018, en baisse par rapport au taux de 8,0% d'octobre 2018 et au taux de 8,7% de novembre 2017. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis octobre 2008. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 6,7% en novembre 2018, stable par rapport à octobre 2018 et en baisse par rapport au taux de 7,3% de novembre 2017. Cela demeure le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis le début de la série mensuelle sur le chômage en janvier 2000. Eurostat estime qu'en novembre 2018, 16,491 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 13,040 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2018, le nombre de chômeurs a diminué de 107 000 dans l'UE28 et de 90 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2017, le

chômage a baissé de 1,489 million de personnes dans l'UE28 et de 1,135 million dans la zone euro. Un communiqué de presse est à votre disposition [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Christian Wigand – Tél.: +32 229 62253; Sara Soumillion – Tél.: +32 229 67094)

Concentrations: la Commission va examiner l'acquisition des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri

La Commission européenne a accepté la requête soumise par la France et l'Allemagne, lui demandant d'examiner le projet d'acquisition des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri sur la base du règlement de l'UE sur les concentrations. Le projet d'acquisition des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri n'atteint pas les seuils de chiffre d'affaires fixés par le règlement de l'UE sur les concentrations pour les opérations devant être notifiées à la Commission européenne en raison de leur dimension européenne. En revanche, le projet a fait l'objet d'une notification pour autorisation en France et en Allemagne. La France a soumis une demande de renvoi à la Commission en application de l'article 22, paragraphe 1, du règlement de l'UE sur les concentrations. L'Allemagne s'est jointe à la demande de renvoi présentée par la France. Sur la base des éléments fournis par la France et l'Allemagne, et sans préjudice de l'issue de son enquête exhaustive, la Commission considère que l'opération pourrait nuire à la concurrence en matière de construction navale. La Commission a également conclu qu'elle était l'autorité la mieux placée pour examiner les effets transfrontaliers potentiels de l'opération. Par conséquent, l'acquisition des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri sera examinée dans sa totalité par la Commission. La Commission va à présent demander à Fincantieri de notifier l'opération. Un communiqué de presse est à votre disposition [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Ricardo Cardoso – Tél.: +32 229 80100; Maria Tsoni – Tél.: +32 229 90526)

Concentrations: La Commission approuve l'acquisition de Oscaro Holding par Digital Auto Parts Holding

La Commission européenne a approuvé, en vertu du règlement européen sur les concentrations, l'acquisition de Oscaro Holding SAS ("Oscaro") basée en France par Digital Auto Parts Holding ("DAPH"), basée aussi en France et contrôlée par la société américaine Bain Capital Investors L.L.C. Oscaro est active dans la vente au détail en ligne de pièces détachées pour véhicules légers principalement en France, et de manière plus marginale en Espagne, en Belgique et au Portugal. DAPH est active dans la distribution en gros de pièces détachées et d'accessoires pour véhicules légers et pour véhicules utilitaires lourds sur le marché indépendant de l'après-vente en France, au Benelux et en Italie. La Commission a conclu que la concentration envisagée ne soulèverait pas de problème de concurrence compte tenu des positions de marché limitées des entreprises dans les pays où elles sont toutes les deux actives. La transaction a été examinée en vertu de la procédure simplifiée de contrôle des concentrations. De plus amples informations sont disponibles sur le site internet [concurrence](#) de la Commission, dans le [registre public](#) des affaires sous le numéro d'affaire [M.9202](#). (Pour plus d'informations: Ricardo

Cardoso – Tél.: +32 229 80100; Maria Tsoni – Tél.: +32 229 90526)

Mergers: Commission clears acquisition of Comparex by SoftwareONE

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the acquisition of Comparex AG of Germany by SoftwareONE Holding AG (“SoftwareONE”) of Switzerland, which is a controlled portfolio company of KKR & Co. Inc. (“KKR”). Comparex and SoftwareONE both provide IT services and distribute IT products. KKR is a global investment firm. Some of KKR’s portfolio companies are active in the software industry and in the provision of IT services. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns, given the companies’ moderate combined market position resulting from the proposed transaction. The transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission’s [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number [M.9191](#). *(For more information: Ricardo Cardoso – Tel.: +32 229 80100; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)